

Canada Gazette



Gazette du Canada

Part I

Partie I

OTTAWA, SATURDAY, MARCH 13, 2004

OTTAWA, LE SAMEDI 13 MARS 2004

NOTICE TO READERS

The *Canada Gazette* is published under authority of the *Statutory Instruments Act*. It consists of three parts as described below:

- Part I Material required by federal statute or regulation to be published in the *Canada Gazette* other than items identified for Parts II and III below — Published every Saturday
- Part II Statutory Instruments (Regulations) and other classes of statutory instruments and documents — Published January 14, 2004, and at least every second Wednesday thereafter
- Part III Public Acts of Parliament and their enactment proclamations — Published as soon as is reasonably practicable after Royal Assent

The *Canada Gazette* is available in most public libraries for consultation.

To subscribe to, or obtain copies of, the *Canada Gazette*, contact bookstores selling Government publications as listed in the telephone directory or write to: Canadian Government Publishing, Communication Canada, Ottawa, Canada K1A 1M4.

The *Canada Gazette* is also available free of charge on the Internet at <http://canadagazette.gc.ca>. It is accessible in Portable Document Format (PDF) and in HyperText Mark-up Language (HTML) as the alternate format. The on-line PDF format of Parts I, II and III is official since April 1, 2003, and will be published simultaneously with the printed copy.

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette du Canada* est publiée conformément aux dispositions de la *Loi sur les textes réglementaires*. Elle est composée des trois parties suivantes :

- Partie I Textes devant être publiés dans la *Gazette du Canada* conformément aux exigences d'une loi fédérale ou d'un règlement fédéral et qui ne satisfait pas aux critères des Parties II et III — Publiée le samedi
- Partie II Textes réglementaires (Règlements) et autres catégories de textes réglementaires et de documents — Publiée le 14 janvier 2004 et au moins tous les deux mercredis par la suite
- Partie III Lois d'intérêt public du Parlement et les proclamations énonçant leur entrée en vigueur — Publiée aussitôt que possible après la sanction royale

On peut consulter la *Gazette du Canada* dans la plupart des bibliothèques publiques.

On peut s'abonner à la *Gazette du Canada* ou en obtenir des exemplaires en s'adressant aux agents libraires associés énumérés dans l'annuaire téléphonique ou en s'adressant à : Les Éditions du gouvernement du Canada, Communication Canada, Ottawa, Canada K1A 1M4.

La *Gazette du Canada* est aussi offerte gratuitement sur Internet au <http://gazetteducanada.gc.ca>. La publication y est accessible en format de document portable (PDF) et en langage hypertexte (HTML) comme média substitut. Le format PDF en direct des parties I, II et III est officiel depuis le 1^{er} avril 2003 et sera publié en même temps que la copie imprimée.

<i>Canada Gazette</i>	<i>Part I</i>	<i>Part II</i>	<i>Part III</i>
Yearly subscription			
Canada	\$135.00	\$67.50	\$28.50
Outside Canada	US\$135.00	US\$67.50	US\$28.50
Per copy			
Canada	\$2.95	\$3.50	\$4.50
Outside Canada	US\$2.95	US\$3.50	US\$4.50

<i>Gazette du Canada</i>	<i>Partie I</i>	<i>Partie II</i>	<i>Partie III</i>
Abonnement annuel			
Canada	135,00 \$	67,50 \$	28,50 \$
Extérieur du Canada	135,00 \$US	67,50 \$US	28,50 \$US
Exemplaire			
Canada	2,95 \$	3,50 \$	4,50 \$
Extérieur du Canada	2,95 \$US	3,50 \$US	4,50 \$US

REQUESTS FOR INSERTION

Requests for insertion should be directed to the Canada Gazette Directorate, Communication Canada, 350 Albert Street, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 1M4, (613) 996-2495 (Telephone), (613) 991-3540 (Facsimile).

Bilingual texts received as late as six working days before the desired Saturday's date of publication will, if time and other resources permit, be scheduled for publication that date.

Each client will receive a free copy of the *Canada Gazette* for every week during which a notice is published.

DEMANDES D'INSERTION

Les demandes d'insertion doivent être envoyées à la Direction de la Gazette du Canada, Communication Canada, 350, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 1M4, (613) 996-2495 (téléphone), (613) 991-3540 (télécopieur).

Un texte bilingue reçu au plus tard six jours ouvrables avant la date de parution demandée paraîtra, le temps et autres ressources le permettant, le samedi visé.

Pour chaque semaine de parution d'un avis, le client recevra un exemplaire gratuit de la *Gazette du Canada*.

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

Notice with respect to reporting of greenhouse gases (GHGs) for 2004

Notice is hereby given, pursuant to subsection 46(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, that, with respect to emissions of GHGs identified in Schedule 1 and for the purpose of conducting research, creating an inventory of data, formulating objectives and codes of practice, issuing guidelines or assessing or reporting on the state of the environment, any person who operates a facility described in Schedule 2 to this notice during the 2004 calendar year and who possesses or who may reasonably be expected to have access to information described in Schedule 3 shall provide the Minister of the Environment with this information no later than June 1, 2005.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

Avis concernant la déclaration des gaz à effet de serre (GES) pour 2004

Avis est par les présentes donné, conformément au paragraphe 46(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, en ce qui a trait aux émissions de GES précisées à l'annexe 1 et pour permettre d'effectuer des recherches, d'établir un inventaire de données, des objectifs et des codes de pratique, de formuler des directives, de déterminer l'état de l'environnement ou de faire rapport sur cet état, que toute personne exploitant une installation décrite à l'annexe 2 du présent avis pendant l'année civile 2004 et détenant, ou pouvant raisonnablement y avoir accès, l'information décrite à l'annexe 3, doit présenter cette information au ministre de l'Environnement au plus tard le 1^{er} juin 2005.

Where appropriate, terms in this notice have been defined in Schedule 4.

Information on GHG emissions requested under this notice shall be submitted to

Manufacturing, Construction and Energy Division
 Statistics Canada
 Jean Talon Building, 11th Floor
 Section B8
 Tunney's Pasture
 Ottawa, Ontario
 K1A 0T6

Enquiries of a technical nature should be addressed to

Greenhouse Gas Division
 Environment Canada
 Place Vincent Massey, 19th Floor
 351 Saint-Joseph Boulevard
 Gatineau, Quebec
 K1A 0H3
 Facsimile: (819) 953-3006
 Electronic mail: ghg@ec.gc.ca

This notice comes into force on March 13, 2004, and remains in force until March 13, 2007. Pursuant to subsection 46(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, persons to whom this notice applies shall keep copies of the required information, together with any calculations, measurements and other data on which the information is based, at the facility to which it relates or at that facility's parent company, located in Canada, for a period of three years from the date this notice comes into force.

The Minister of the Environment intends to publish the information collected on 2004 emissions. Pursuant to section 51 of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, any person who provides information in response to this notice may submit, with their information, a written request that it be treated as confidential based on the reasons set out in section 52 of the Act. The Minister may also disclose, in accordance with section 53 of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, information submitted in response to this notice.

DAVID ANDERSON, P.C., M.P.
Minister of the Environment

Selon les besoins, les termes du présent avis ont été définis à l'annexe 4.

Les renseignements sur les émissions de GES requis par le présent avis doivent être soumis à l'adresse suivante:

Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie
 Statistique Canada
 Édifice Jean-Talon, 11^e étage
 Section B8
 Pré Tunney
 Ottawa (Ontario)
 K1A 0T6

Les demandes de renseignements techniques doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Division des gaz provoquant l'effet de serre
 Environnement Canada
 Place-Vincent-Massey, 19^e étage
 351, boulevard Saint-Joseph
 Gatineau (Québec)
 K1A 0H3
 Télécopieur : (819) 953-3006
 Courriel : ghg@ec.gc.ca

Le présent avis prend effet le 13 mars 2004 et demeure en vigueur jusqu'au 13 mars 2007. Conformément au paragraphe 46(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, toute personne à qui l'avis s'applique doit conserver copie de l'information exigée, de même que des calculs, des mesures et d'autres données sur lesquels sont fondés les renseignements, à l'installation à laquelle ils se rapportent ou à la société mère de l'installation, à son siège au Canada, pendant une période de trois ans à compter de la date à laquelle l'avis entre en vigueur.

Le ministre de l'Environnement entend publier l'information recueillie sur les émissions de 2004. En vertu de l'article 51 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, toute personne fournissant de l'information en réponse au présent avis peut présenter, en même temps que les données, une demande écrite de traitement confidentiel de ces données pour les motifs établis à l'article 52 de la Loi. Le ministre peut également divulguer, conformément à l'article 53 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, les renseignements présentés en réponse au présent avis.

Le ministre de l'Environnement
 DAVID ANDERSON, C.P., député

SCHEDULE 1: GREENHOUSE GASES

ANNEXE 1 : GAZ À EFFET DE SERRE

Table 1: Greenhouse Gases Subject to Mandatory Reporting

Tableau 1 : Gaz à effet de serre devant obligatoirement être déclarés

Greenhouse Gases
Carbon dioxide (CO ₂)
Methane (CH ₄)
Nitrous oxide (N ₂ O)
Sulphur hexafluoride (SF ₆)
Hydrofluorocarbons (HFCs)
Perfluorocarbons (PFCs)

Gaz à effet de serre
Dioxyde de carbone (CO ₂)
Méthane (CH ₄)
Oxyde nitreux (N ₂ O)
Hexafluorure de soufre (SF ₆)
Hydrofluorocarbures (HFC)
Perfluorocarbures (PFC)

Table 2: Details of Greenhouse Gases and Global Warming Potentials (GWPs)

Greenhouse Gas	Formula	100 year GWP
Carbon dioxide	CO ₂	1
Methane	CH ₄	21
Nitrous oxide	N ₂ O	310
Sulphur hexafluoride	SF ₆	23 900
Hydrofluorocarbons (HFCs)		
HFC-23	CHF ₃	11 700
HFC-32	CH ₂ F ₂	650
HFC-41	CH ₃ F	150
HFC-43-10mee	C ₅ H ₂ F ₁₀	1 300
HFC-125	C ₂ HF ₅	2 800
HFC-134	C ₂ H ₂ F ₄ (CHF ₂ CHF ₂)	1 000
HFC-134a	C ₂ H ₂ F ₄ (CH ₂ FCF ₃)	1 300
HFC-143	C ₂ H ₃ F ₃ (CHF ₂ CH ₂ F)	300
HFC-143a	C ₂ H ₃ F ₃ (CF ₃ CH ₃)	3 800
HFC-152a	C ₂ H ₄ F ₂ (CH ₃ CHF ₂)	140
HFC-227ea	C ₃ HF ₇	2 900
HFC-236fa	C ₃ H ₂ F ₆	6 300
HFC-245ca	C ₃ H ₃ F ₅	560
Perfluorocarbons (PFCs)		
Perfluoromethane	CF ₄	6 500
Perfluoroethane	C ₂ F ₆	9 200
Perfluoropropane	C ₃ F ₈	7 000
Perfluorobutane	C ₄ F ₁₀	7 000
Perfluorocyclobutane	c-C ₄ F ₈	8 700
Perfluoropentane	C ₅ F ₁₂	7 500
Perfluorohexane	C ₆ F ₁₄	7 400

GWP Source: IPCC (1996a), 1995 Summary for Policy Makers — A Report of Working Group 1 of the Intergovernmental Panel on Climate Change

Tableau 2 : Détails des gaz à effet de serre et potentiel de réchauffement planétaire (PRP)

Gaz à effet de serre	Formule	PRP de 100 ans
Dioxyde de carbone	CO ₂	1
Méthane	CH ₄	21
Oxyde nitreux	N ₂ O	310
Hexafluorure de soufre	SF ₆	23 900
Hydrofluorocarbures (HFC)		
HFC-23	CHF ₃	11 700
HFC-32	CH ₂ F ₂	650
HFC-41	CH ₃ F	150
HFC-43-10mee	C ₅ H ₂ F ₁₀	1 300
HFC-125	C ₂ HF ₅	2 800
HFC-134	C ₂ H ₂ F ₄ (CHF ₂ CHF ₂)	1 000
HFC-134a	C ₂ H ₂ F ₄ (CH ₂ FCF ₃)	1 300
HFC-143	C ₂ H ₃ F ₃ (CHF ₂ CH ₂ F)	300
HFC-143a	C ₂ H ₃ F ₃ (CF ₃ CH ₃)	3 800
HFC-152a	C ₂ H ₄ F ₂ (CH ₃ CHF ₂)	140
HFC-227ea	C ₃ HF ₇	2 900
HFC-236fa	C ₃ H ₂ F ₆	6 300
HFC-245ca	C ₃ H ₃ F ₅	560
Perfluorocarbures (PFC)		
Perfluorométhane	CF ₄	6 500
Perfluoroéthane	C ₂ F ₆	9 200
Perfluoropropane	C ₃ F ₈	7 000
Perfluorobutane	C ₄ F ₁₀	7 000
Perfluorocyclobutane	c-C ₄ F ₈	8 700
Perfluoropentane	C ₅ F ₁₂	7 500
Perfluorohexane	C ₆ F ₁₄	7 400

Source pour le PRP : GIEC, Résumé à l'intention des décideurs 1995 — Un rapport du Groupe de travail 1 du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, 1996a

SCHEDULE 2: CRITERIA FOR REPORTING

Persons who must report

All persons who operate a facility that emits, in calendar year 2004, 100 thousand metric tons (tonnes) of carbon dioxide equivalent (100kt CO₂ eq) or more (the "reporting threshold") of GHGs, measured as the sum total mass of each of the six gases or gas species in Table 1 of Schedule 1, multiplied by their respective Global Warming Potentials (GWPs), as set out in Table 2 of Schedule 1, shall be subject to the reporting requirements set out in this notice.

For the purposes of determining whether a facility meets or exceeds the above reporting threshold, the following equation and explanatory notes are to be used:

$$\begin{aligned} \text{Total Emissions} = & \sum_1^i (E_{\text{CO}_2} \times \text{GWP}_{\text{CO}_2})_i + \sum_1^i (E_{\text{CH}_4} \times \text{GWP}_{\text{CH}_4})_i + \\ & \sum_1^i (E_{\text{N}_2\text{O}} \times \text{GWP}_{\text{N}_2\text{O}})_i + \sum_1^i (E_{\text{PFC}} \times \text{GWP}_{\text{PFC}})_i + \sum_1^i (E_{\text{HFC}} \times \\ & \text{GWP}_{\text{HFC}})_i + \sum_1^i (E_{\text{SF}_6} \times \text{GWP}_{\text{SF}_6})_i \end{aligned}$$

ANNEXE 2 : CRITÈRES POUR LA DÉCLARATION

Personnes assujetties aux exigences de déclaration

Toute personne exploitant une installation qui émet, pendant l'année civile 2004, 100 000 tonnes métriques d'équivalent de dioxyde de carbone (100kt éq. CO₂) ou plus de GES (« seuil de déclaration »), représentant la masse totale de chacun des six gaz ou de chacune des espèces de gaz figurant au tableau 1 de l'annexe 1, multipliée par le potentiel de réchauffement planétaire (PRP) correspondant, établi au tableau 2 de l'annexe 1, est assujettie aux exigences de déclaration énoncées dans le présent avis.

Afin de déterminer si une installation atteint ou dépasse le seuil de déclaration précisé, on utilise l'équation et les notes explicatives présentées ci-après :

$$\begin{aligned} \text{Émissions totales} = & \sum_1^i (E_{\text{CO}_2} \times \text{GWP}_{\text{CO}_2})_i + \sum_1^i (E_{\text{CH}_4} \times \text{GWP}_{\text{CH}_4})_i + \\ & \sum_1^i (E_{\text{N}_2\text{O}} \times \text{GWP}_{\text{N}_2\text{O}})_i + \sum_1^i (E_{\text{PFC}} \times \text{GWP}_{\text{PFC}})_i + \sum_1^i (E_{\text{HFC}} \times \\ & \text{GWP}_{\text{HFC}})_i + \sum_1^i (E_{\text{SF}_6} \times \text{GWP}_{\text{SF}_6})_i \end{aligned}$$

where:

E = total emissions of a particular gas or gas species from the facility in the calendar year 2004, measured in tonnes

GWP = global warming potential of the same gas or gas species

Note 1: Emissions of individual species of HFCs and PFCs must be quantified separately and then multiplied by their global warming potentials outlined in Table 2 of Schedule 1.

Note 2: CO₂ emissions from combustion of biomass fuels shall not be included in this determination of total emissions for the purposes of establishing whether a facility meets or exceeds the reporting threshold. However, they should be quantified and reported as part of the reportable greenhouse gas emissions information, and indicated separately, as set out in the Reportable Information requirements below.

Reporting facilities are encouraged to use quantification methods for estimating emissions that are consistent with the guidelines approved for use by the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) for the preparation of National Greenhouse Gas Inventories by Annex 1 Parties (Decision 18/CP.8), and the annex to that decision contained in FCCC/CP/2002/8.

If the person who operates the facility that is subject to reporting changes during the calendar year, the person who operates the facility, as of December 31 of the calendar year, must report for the entire calendar year. If operations at a facility are terminated in any calendar year, the last operator of that facility is required to report for the portion of the calendar year during which the facility was in operation.

SCHEDULE 3: REPORTABLE INFORMATION

Facility information that must be reported

- The reporting company's legal and trade name, business number, facility name (if applicable) and address;
- the two- and four-digit North American Industry Classification System (NAICS) codes and the six-digit NAICS Canada code;
- the NPRI identification number;
- the name, position, address and telephone number of the public contact (if applicable);
- the name, position and address of the official signing the Statement of Certification; and
- the legal names of the Canadian parent companies if applicable, their addresses, their percentage of ownership of the reporting company (where available), their business number (where applicable) and Dun and Bradstreet number (where applicable).

GHG emissions information that must be reported

For the GHGs listed in Table 1 of Schedule 1, the following information is to be reported for each facility that is subject to reporting:

- the quantity in tonnes of direct emissions of the following three gases: carbon dioxide, methane and nitrous oxide,

où

E = émissions totales d'un gaz particulier ou d'une espèce de gaz de l'installation pendant l'année civile 2004, mesurées en tonnes métriques

GWP (global warming potential) = PRP = potentiel de réchauffement planétaire de ce gaz ou de cette espèce de gaz

Remarque 1 : Les émissions des espèces particulières de HFC et de PFC doivent être quantifiées séparément, puis multipliées par leur potentiel de réchauffement planétaire précisé au tableau 2 de l'annexe 1.

Remarque 2 : Les émissions de CO₂ provenant de la combustion de combustibles de biomasse n'entrent pas en ligne de compte pour l'estimation des émissions totales lorsqu'il s'agit de déterminer si une installation atteint ou dépasse le seuil de déclaration. Elles doivent cependant être quantifiées et déclarées dans le cadre de l'information sur les émissions de GES à déclarer et indiquées de façon distincte, aux termes des exigences relatives à l'information à déclarer, précisée ci-après.

Les installations déclarantes sont priées d'utiliser des méthodes de quantification, pour l'estimation des émissions, compatibles avec les lignes directrices approuvées dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) aux fins de la préparation des inventaires nationaux de GES par les Parties à l'annexe 1 (décision 18/CP.8) et l'annexe à cette décision contenue dans FCCC/CP/2002/8.

Si la personne qui exploite l'installation assujettie aux exigences de déclaration cède sa place pendant l'année civile, la personne qui exploite l'installation au 31 décembre de l'année civile doit présenter un rapport portant sur la totalité de l'année civile. Si les opérations d'une installation prennent fin au cours d'une année civile, le dernier exploitant de cette installation est tenu de présenter un rapport portant sur la partie de l'année civile pendant laquelle l'installation a été exploitée.

ANNEXE 3 : INFORMATION À DÉCLARER

Information devant être déclarée sur l'installation

- Dénomination sociale et nom commercial de la société déclarante, numéro d'entreprise, nom (s'il y a lieu) et adresse de l'installation;
- codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) à deux et à quatre chiffres et code canadien à six chiffres du SCIAN;
- numéro d'identification de l'INRP;
- nom, poste, adresse et numéro de téléphone de la personne-ressource (s'il y a lieu);
- nom, poste et adresse de la personne responsable ayant signé l'attestation;
- dénominations des sociétés mères canadiennes, le cas échéant, leur adresse, le pourcentage qu'elles détiennent de la société déclarante (dans la mesure du possible), leur numéro d'entreprise (s'il y a lieu), ainsi que le numéro Dun and Bradstreet (s'il y a lieu).

Information à déclarer sur les émissions de GES

Pour les GES énumérés au tableau 1 de l'annexe 1, l'information suivante doit être déclarée pour chaque installation assujettie aux exigences de déclaration :

- quantité en tonnes métriques des émissions directes de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux, déclarées

reported by the following source categories: Stationary Fuel Combustion, Industrial Process, Fugitive, and Other.

- Note: The quantity in tonnes of carbon dioxide emissions from biomass combustion shall be reported in a separate notation, and not included as part of the total emissions from these categories. Table 3 below provides a representative template for reporting of these gases.

Table 3: Representative Template for Reporting Certain GHGs by Source Category

Gas	Stationary Fuel Combustion	Industrial Process	Fugitive	Other	Total
Carbon Dioxide (excluding that from biomass combustion, which is to be reported in a separate notation)					
Methane					
Nitrous Oxide					

- the quantity in tonnes of direct emissions of each of the following gases: hydrofluorocarbons (HFCs) by species, perfluorocarbons (PFCs) by species and sulphur hexafluoride (SF₆),
- the type of estimation method used to determine the quantities reported by indicating which of the following methods was used: monitoring or direct measurement, mass balance, emission factors, or engineering estimates.

SCHEDULE 4: DEFINITIONS

The following definitions apply to this notice and its Schedules:

- “Direct Emissions” means emissions from those sources that are actually located at the reporting facility. « émissions directes »
- “Facility” means a contiguous facility, a pipeline transportation system, or an offshore installation. « installation »:
 - “Contiguous Facility” meaning all buildings, equipment, structures and stationary items that are located on a single site or on contiguous or adjacent sites and that are owned or operated by the same person and that function as a single integrated site and includes wastewater collection systems that discharge treated or untreated wastewater into surface waters. « installation contiguë »
 - “Equipment” includes transportation machinery integral to the production process(es) carried on at the facility. « équipement »
 - “Pipeline Transportation System” meaning all pipelines transporting processed natural gas and their associated installations including storage facilities but excluding straddle plants or other processing installations that are under single ownership within a province or territory. « gazoducs »
 - “Offshore Installation” meaning an offshore drilling unit, production platform or ship, or sub-sea installation attached or anchored to the continental shelf of Canada in connection with the exploitation of oil or gas. « installation extracôtière »

dans les catégories suivantes : installations fixes de combustion, procédés industriels, émissions fugitives et autres.

- Remarque : La quantité en tonnes métriques des émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion de combustibles de biomasse doit être indiquée de façon distincte et n’entre pas en ligne de compte dans l’estimation des émissions totales dans ces catégories. Le tableau 3 ci-dessous présente un modèle représentatif de déclaration de ces gaz.

Tableau 3 : Modèle représentatif de déclaration de certains GES par catégorie de source

Gaz	Installations fixes de combustion	Procédés industriels	Émissions fugitives	Autres	Total
Dioxyde de carbone (sauf les émissions découlant de la combustion de combustibles de biomasse et indiquées séparément)					
Méthane					
Oxyde nitreux					

- la quantité en tonnes métriques des émissions directes de chacun des gaz suivants : hydrofluorocarbures (HFC) par espèce, perfluorocarbures (PFC) par espèce et hexafluorure de soufre (SF₆),
- nature de la méthode d’estimation ayant servi à déterminer les quantités déclarées, en indiquant les méthodes utilisées parmi les suivantes : mesure de surveillance ou directe, bilan massique, facteurs d’émission ou calculs techniques.

ANNEXE 4 : DÉFINITIONS

Les définitions qui suivent s’appliquent au présent avis et à ses annexes :

- « émissions directes » Émissions provenant de sources situées à l’intérieur de l’installation déclarante. “direct emissions”
- « installation » Installation contiguë, système de transport par pipeline ou installation extracôtière. “facility”
 - « installation contiguë » Ensemble intégré de bâtiments, équipements, ouvrages ou articles fixes, situé sur un site unique ou sur des sites contigus ou adjacents, ayant le même propriétaire ou exploitant et qui fonctionne comme un site intégré unique, comprenant un réseau collecteur d’eaux usées, lequel évacue des eaux usées traitées ou non traitées dans les plans d’eau. “contiguous facility”
 - « équipement » Équipement de transport intégral au(x) processus de production de l’installation. “equipment”
 - « gazoducs » Tous les gazoducs transportant du gaz naturel épuré et toutes les installations connexes y compris les installations de stockage, mais à l’exception des installations de chevauchement ou des autres installations de transformation qui appartiennent à un propriétaire unique d’une province ou d’un territoire. “pipeline transportation system”
 - « installation extracôtière » Plate-forme de forage, plate-forme ou navire de production, ou installation sous-marine rattachée ou fixée au plateau continental du Canada utilisés à des fins d’exploitation pétrolière et gazière. “offshore installation”

- “Reporting Company” means a person or company that operates one or more facilities that is/are subject to reporting requirements under this notice. « société déclarante »
- “Statement of Certification” means a document (electronic or hardcopy) with company letterhead and signature of an authorized company official stating that the information contained in the attached emission report is accurate and complete, to the best of their knowledge. « attestation »
- “Stationary Fuel Combustion” means a non-vehicular combustion source, in which fuel is burned for the purpose of producing energy. « combustion stationnaire de carburant »
- “Industrial Process Emissions” means an emission from an industrial process involving chemical reactions other than combustion, and not for the purpose of supplying energy. Note: In instances where industrial process emissions are produced in combination with fuel combusted for energy purposes, the emission should be categorized according to the primary purpose of the activity, ‘energy’ or ‘process’¹. « émissions liées aux procédés industriels »
- “Fugitive Emissions” are defined as intentional or unintentional releases of gases from industrial activities. In particular, they may arise from the production, processing, transmission, storage and use of fuels, and include emissions from combustion only when it does not support a productive activity (e.g. flaring of natural gases at oil and gas production facilities). « émissions fugitives »
- “Other” means any direct emission that does not fall under Stationary Fuel Combustion, Industrial Processes or Fugitive Emissions. Included are emissions from on-site (i.e. at the facility) disposal of waste and waste or wastewater treatment and emissions from transportation that are integral to the production process. « autres »
- « société déclarante » Personne physique ou morale exploitant une ou plusieurs installations assujetties aux exigences de déclaration en vertu du présent avis. “reporting company”
- « attestation » Document (électronique ou imprimé) avec en-tête de la société et signé par un représentant autorisé de la société, selon lequel les renseignements contenus dans le rapport sur les émissions qui y est joint sont exacts et complets, à sa connaissance. “statement of certification”
- « combustion stationnaire de carburant » Source de combustion non liée aux véhicules, où la combustion de carburant sert à produire de l’énergie. “stationary fuel combustion”
- « émissions liées aux procédés industriels » Émission provenant d’un procédé industriel incluant d’autres réactions chimiques que la combustion, et qui ne sert pas à produire de l’énergie. Remarque : Lorsque les émissions liées aux procédés industriels découlent de la combustion de carburant pour produire de l’énergie, il faut les classer dans la catégorie qui correspond au but principal de l’activité, « énergie » ou « procédé »¹. “industrial process emissions”
- « émissions fugitives » Émissions volontaires ou non de gaz au cours d’activités industrielles. Elles peuvent découler en particulier de la production, du traitement, du transport, du stockage et de l’utilisation de carburants, et incluent les émissions liées à la combustion seulement lorsqu’elles ne sont pas liées à une activité de production (par exemple, le brûlage à la torche de gaz naturel dans des installations de production de pétrole et de gaz). “fugitive emissions”
- « autres » Toutes les émissions directes qui n’entrent pas dans les catégories des installations fixes de combustion, des procédés industriels ou des émissions fugitives. Ce sont notamment les émissions découlant de l’élimination sur place (à savoir, l’installation) des déchets ou du traitement des déchets ou des eaux usées, et les émissions liées au transport qui font partie intégrante du processus de production. “other”

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the notice.)

A *Canada Gazette* notice of January 4, 2003, stated that the Government of Canada is “...committed to requiring reporting of GHG Emissions, beginning with reporting on 2004 emissions. The reporting will be mandatory, verifiable, and include suitable provisions for reporting at the facility level.” Following through on this commitment, the Government, in the course of 2003, consulted with industry, environmental non-government organizations, provinces and territories and Aboriginal representative organizations on detailed reporting requirements, taking into account ongoing discussions on Canada’s approach to climate change issues.

As set out in the federal discussion paper that formed the focus of the above consultations, the Government of Canada has now embarked on a longer-term initiative to collaborate with provincial and territorial governments in the development of a harmonized and efficient mandatory GHG reporting system that minimizes duplication and the reporting burden for industry and governments alike. The system is designed to meet the following four complementary objectives:

¹ This definition is in accordance with that provided by the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Source: *Revised 1996 Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories: Reporting Instructions*, IPCC, IPCC WGI Technical Support Unit, Bracknell, UK, 1997; p.2.1

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie de l’avis.)

Dans un avis publié dans la *Gazette du Canada* le 4 janvier 2003, il est énoncé que le gouvernement du Canada « ... est résolu à exiger la déclaration des émissions de GES, en commençant par la déclaration des émissions en 2004. Les rapports seront obligatoires, vérifiables et devront comprendre des dispositions adéquates concernant les déclarations dans les installations. » Pour donner suite à cet engagement, le Gouvernement, pendant l’année 2003, a consulté l’industrie, les organisations environnementales non gouvernementales, les provinces et les territoires, de même que les organismes représentant les Autochtones, au sujet du détail des exigences de déclaration, en tenant compte des débats de l’heure sur l’approche du Canada à l’égard des enjeux que représentent les changements climatiques.

Comme on peut le lire dans le document de travail fédéral qui a servi de fondement à ces consultations, le gouvernement du Canada s’est désormais engagé dans une initiative à plus long terme pour collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en vue de mettre au point un système harmonisé et efficace de déclaration obligatoire des GES, propre à limiter les doubles emplois et à alléger le fardeau de déclaration à la fois pour l’industrie et les gouvernements. Le système vise à atteindre quatre objectifs complémentaires :

¹ Cette définition correspond à celle du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC). Source : *Lignes directrices révisées de 1996 pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre*, GIEC, Groupe d’appui technique GTI du GIEC, Bracknell, R.-U., 1997; p.2.1

- document and record information to support the federal Large Final Emitters regime;
- meet provincial and territorial reporting requirements for GHG emissions and related information;
- increase the level of detail and improve the precision of the National GHG Inventory; and
- provide Canadians with reliable and timely information on GHG emissions.

As indicated in the above consultations and in subsequent federal/provincial/territorial discussions, the GHG reporting system will be developed in collaboration with provincial and territorial governments and in consultation with stakeholders. The development of the system will begin with an initial phase of mandatory reporting for the calendar reference year 2004 (i.e. with first reports due in 2005). Focusing on a limited number of emitters and basic reporting requirements, this first phase for 2004 will serve to lay the foundation for a fully developed system.

More specifically, the first phase of the mandatory GHG reporting system will focus on facilities that emit 100 kilotons (kt) of carbon dioxide (CO₂) equivalent annually, and will require basic information on the quantity of each GHG emitted and the identification of the facility that is reporting. Subsequent phases may require more information to be reported and set different thresholds to define the facilities and the companies that will be subject to reporting.

Of particular interest to many stakeholders was the choice of the “reporting vehicle” which will be responsible for collecting and managing reported information and providing access to this information for authorized users. On the advice of stakeholders, and under the direction of the Federal/Provincial/Territorial (F/P/T) Committee on GHG Reporting, a multi-stakeholder Attributes Working Group, consisting of representatives from federal and provincial governments, industry, and non-governmental groups, developed recommendations on the necessary and desired attributes of such a reporting vehicle. These proposed attributes were used to assess potential vehicles (including both public and private sector options), with the selection of Statistics Canada as the reporting vehicle.

The development of the harmonized and efficient mandatory GHG reporting system is being guided and coordinated by the above-mentioned F/P/T Committee on GHG Reporting. This Committee aims to ensure that all participating jurisdictions have meaningful input and involvement in the development and implementation of the system, in a way that maximizes opportunities for harmonization and integration of reporting requirements, while respecting the authorities and independence of each jurisdiction. The Government intends to ensure timely and meaningful consultation with, and input from, industry and non-government stakeholder organizations.

The notice indicates that the Minister of the Environment intends to publish the information collected on 2004 emissions. Prior to publishing this information, the federal government intends to work with the F/P/T Committee on GHG Reporting to develop a better understanding of the means by which existing federal, provincial and territorial legislation and other measures balance public access and confidentiality of GHG emissions information.

- établir et consigner l’information à l’appui du régime des grands émetteurs finaux fédéraux;
- respecter les exigences de déclaration provinciales et territoriales en ce qui a trait aux émissions de GES et aux renseignements pertinents;
- relever le niveau de détail et améliorer la précision de l’Inventaire national des GES;
- présenter aux Canadiens une information fiable et d’actualité sur les émissions de GES.

Comme cela a été signalé dans les consultations et dans les discussions fédérales-provinciales-territoriales qui les ont suivies, le système de déclaration des GES sera établi en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, et en consultation avec les parties intéressées. L’élaboration du système comprendra une phase initiale de déclaration obligatoire pour l’année civile 2004 (les premiers rapports étant exigibles en 2005). Axée sur un nombre limité d’émetteurs et des exigences de déclaration de base, cette première phase de 2004 servira à jeter les bases d’un système complet.

Plus précisément, la première phase du régime de déclaration obligatoire des GES visera les installations qui émettent 100 kilotonnes (kt) d’équivalent de dioxyde de carbone (CO₂) par an, exigeant la présentation de renseignements de base sur la quantité de chaque GES émis et sur l’identité de l’installation déclarante. Dans les phases subséquentes, une information plus complète pourra être exigée, et l’on établira peut-être aussi des seuils différents pour définir les installations et les entreprises qui seront assujetties aux exigences de déclaration.

D’intérêt tout particulier pour bon nombre des intervenants a été le choix de « l’organe compétent » qui sera chargé de recueillir et de gérer l’information déclarée et de donner accès à cette information aux utilisateurs autorisés. Sur les conseils des intervenants et sous la direction du comité fédéral-provincial-territorial (FPT) sur la déclaration des GES, un groupe de travail multipartite sur les caractéristiques, constitué de représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, de l’industrie et des groupes non gouvernementaux, a préparé des recommandations sur les caractéristiques indispensables et souhaitables d’un tel organe compétent. Les caractéristiques proposées ont servi à évaluer les organes potentiels (comprenant des options du secteur public et privé), et l’on a privilégié Statistique Canada à titre d’organe compétent.

La mise au point du système de déclaration obligatoire des GES harmonisé et efficace est orientée et coordonnée par le comité FPT susmentionné sur la déclaration des GES. Ce comité vise à faire en sorte que tous les gouvernements participants interviennent et aient leur mot à dire dans l’élaboration et la mise en œuvre du système, de façon à maximiser les possibilités d’harmonisation et d’intégration des exigences de déclaration, tout en respectant les attributions et l’indépendance de chaque gouvernement. Le gouvernement fédéral a l’intention d’assurer, en temps opportun, une consultation approfondie de l’industrie et des intervenants non gouvernementaux afin de recueillir leurs idées et leurs commentaires.

L’avis indique que le ministre de l’Environnement a l’intention de publier l’information recueillie sur les émissions de 2004. Avant de publier cette information, le gouvernement fédéral a l’intention de travailler avec le comité FPT sur les déclarations des GES afin d’assurer une meilleure compréhension des moyens à l’aide desquels la législation existante et d’autres mesures peuvent assurer un juste équilibre entre l’accès du public et la confidentialité des renseignements sur les émissions de GES.